

UDC 930.85(4-12)

ISSN 0350-7653

SERBIAN ACADEMY OF SCIENCES AND ARTS  
INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

# BALCANICA

## XL (2009)

ANNUAL OF THE INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

Editor

DUŠAN T. BATAKOVIĆ

Editorial Board

FRANCIS CONTE (Paris), DJORDJE S. KOSTIĆ, LJUBOMIR MAKSIMOVIĆ,  
DANICA POPOVIĆ, GABRIELLA SCHUBERT (Jena), BILJANA SIKIMIĆ,  
ANTHONY-EMIL TACHIAOS (Thessaloniki), NIKOLA TASIĆ (Director of the  
Institute for Balkan Studies), SVETLANA M. TOLSTAJA (Moscow)

BELGRADE  
2010



## La Yougoslavie titiste vue par les diplomates français (1955-1974)

**Résumé :** Les relations entre la France et la Yougoslavie pendant la période où cette dernière était dirigée par Tito, étaient marquées d'abord par l'aide yougoslave aux insurgés algériens, et ensuite par le refus de générale De Gaulle de rencontrer le président Yougoslave. L'aide aux FLN algérien s'inscrivait dans la politique de non-alignement de Tito dont un aspect important était la coopération avec les pays musulmans dans le Tiers Mondes, facilité en partie par les liens mis en place entre les pays musulmans et les Musulmans Yougoslaves. Général De Gaulle, considérait le sort que Tito avait réservé à général Mihailovic comme inacceptable, et estimait en plus que la fédération yougoslave en tant que telle est une structure étatique plus que fragile.

**Mots clé :** La Yougoslavie, la France, les Musulmans, Tito, De Gaulle, non-alignés

Après le « schisme » de 1948, à la tête d'une Yougoslavie placée en pleine guerre froide entre les deux « blocs », le Maréchal Tito, que l'historien britannique A. J. P. Taylor<sup>1</sup> a surnommé « *le dernier des Habsbourg* », voyait ses ambitions réfrénées sur le continent européen, aucun pays communiste, contrairement à ce qu'il espérait, n'ayant suivi sa voie indépendante de Moscou, dite « autogestionnaire » : ni la Hongrie d'Imre Nagy (1896-1958), tentée par cette voie mais réalignée de la façon brutale que l'on sait en 1956, ni la Roumanie, en dépit de ses efforts (déclaration du 22 avril 1963 sur la non-ingérence), ni la Tchécoslovaquie amie d'Alexandre Dubček, qui sera envahie par les troupes du Pacte de Varsovie en 1968.

La Yougoslavie outre que sur le plan européen est restée isolée aussi sur le plan régional. Avec la Bulgarie un vaste projet de Fédération balkanique avait été lancé par Tito et son vieil ami Dimitrov en 1947, projet rejeté par Staline, qui craignait les ambitions de ce vaste ensemble de 30 millions d'habitants, d'un poids militaire incontestable (l'Italie et la Grande-Bretagne, à cause de la Grèce, étaient également opposés à ce projet). Une ultérieure tentative de libéralisation est stoppée par Nikita Khrouchtchev quatorze ans plus tard, qui se rend personnellement à Sofia en mai 1962, pour, selon Bernard Lory, « *trancher finalement en faveur de Todor Zivkov, l'apparatchik rusé, mais sans envergure, qui servira au mieux les intérêts soviétiques* ».<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup>A. J. P. Taylor, *The Habsburg Monarchy, 1809-1918* (New York : Harper Torchbooks, 1948).

<sup>2</sup>Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours* (Ellipses, 1996), 52.

La déception est encore plus grande avec l'Albanie, que les Partisans yougoslaves avaient tant aidée pendant et après la guerre, et qui, après avoir dans un premier temps choisi le camp de Moscou, s'isole complètement de l'Europe. L'ancien professeur de français au lycée de Tirana, formé à Montpellier, Enver Hodja, choisi le camp chinois dans un discours retentissant à la Conférence des 81 partis communistes à Moscou en novembre 1960.

Privé du soutien aussi bien dans les Balkans, que parmi les autres pays socialistes, Tito commence à réfléchir à des solutions en dehors du continent européen capables de lui assurer un cadre suffisamment large mais en même temps suffisamment rassurant pour assurer la pérennité de la Yougoslavie autogestionnaire. Le vaste mouvement des Pays non-alignés lui offrait un espace qu'il estimait à sa mesure. Ses détracteurs souligneront toutefois le caractère hétéroclite de ce mouvement, sans aucun lien idéologique, mais basé uniquement sur le refus commun d'adhérer à l'un des deux blocs qui prétendaient se partager le monde. Cette hétérogénéité entraînera le déclin progressif du mouvement, à la fin des années soixante-dix.

Pour commencer, en 1955, Tito entreprit une grande tournée de l'Ethiopie de l'Empereur Haïlé-Sélassié I<sup>er</sup>, de l'Inde de Jawaharlal Nehru, et de l'Égypte du colonel Gamal Abdel Nasser. Lors de leur visite à Belgrade en 1956, le Président égyptien Nasser ainsi que le Président de la République indonésienne le Dr Soekarno, tous deux de religion musulmane, outre que les pourparlers officiels lors desquels les bases du Mouvement ont été posées, furent présentés au *Raïs-al-ulema* de Sarajevo (chef de la communauté musulmane yougoslave). En conséquence, la Yougoslavie titiste utilisait des liens entre les représentants de l'Association Islamique yougoslave et les pays du Tiers-Monde, notamment musulmans, dont l'Égypte et l'Indonésie, co-initiateurs du mouvement (le premier Congrès afro-asiatique des pays non-alignés s'était tenu à Bandoeng), mais aussi avec le Koweït, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, pour renforcer le Mouvement.

Dès 1956, le chargé d'affaires à l'Ambassade de France à Belgrade Jean Garnier des Garets avait attiré l'attention de la Direction Europe du Ministère des Affaires étrangères sur le danger de ces liens avec les pays arabes pour la politique française en Afrique du Nord.<sup>3</sup> En juillet 1956, par exemple, l'Ambassadeur de Yougoslavie au Caire rendait visite au Secrétaire général de la Ligue Arabe.

En 1960, Tito se plaça lui-même à la tête du mouvement des Pays non-alignés, et déclara en 1961, au sommet qui se réunit à Belgrade, que « *ses principes constituaient la base de la politique étrangère de la Yougoslavie* ».

<sup>3</sup> Ministère des Affaires Étrangères (M.A.E.), Paris, Série Europe 1956-1960, Sous-série Yougoslavie, carton 183 « Relations avec l'Afrique du Nord et la question algérienne de janvier 1956 à décembre 1958, « Liens avec les pays arabes », signée du chargé d'affaires Jean Garnier des Garets.

La communauté musulmane yougoslave devint donc un outil de premier plan de ses ambitions personnelles, qui dépassaient de loin le cadre yougoslave, celui de la puissance moyenne, dont il était le chef incontesté depuis déjà quinze ans.

Ces ambitions mondiales du maréchal Tito, pour incroyables qu'elles puissent paraître aujourd'hui, étaient incontestables selon tous les témoins de l'époque qui ont pu le côtoyer. Le romancier Dobrica Ćosić, futur éphémère Président de la République de Yougoslavie (Serbie-Monténégro), faisait partie des de ces témoins privilégiés. Invité sur le yacht *Galeb* pour une tournée de plus de deux mois (72 jours) dans les pays africains (Ghana, Togo, Libéria, Guinée, Mali, Tunisie, R.A.U.) en 1961, il confirme les ambitions planétaires de Tito à cette époque de sa carrière :

C'était un homme incontestablement doué pour la politique, ayant de grandes ambitions et d'énormes prétentions, une puissante intuition, une imposante auto-discipline, c'était un démagogue talentueux, un amoureux passionné du pouvoir, jusqu'au vice, un homme charismatique et un chef autoritaire. Un mage pour les foules, prêt à utiliser tous les moyens pour arriver à ses objectifs. [...] Son autodiscipline militaire, sa fierté de maréchal et son respect des formalités protocolaires étaient particulièrement mises en évidence. Tout ce qui l'entourait et qui lui était destiné devait être exceptionnel, précis, exact, luxueux. [...]

On dit que seule la Cour d'Espagne avait un protocole aussi strict et aussi « minuté ». Son autodiscipline et son respect exemplaire du Protocole m'ont stupéfié, car ils étaient absolus, aussi bien du point de vue vestimentaire qu'au plan de l'horaire ou du comportement avec les hommes d'Etat étrangers. Tout cela se déroulait en fonction de sa prétendue mission providentielle en ce monde. Tout le pays lui servait à exécuter son devoir et son rôle dans l'histoire mondiale.<sup>4</sup>

Afin que le rapprochement se fasse plus aisément entre la Yougoslavie et les pays du Tiers Monde, Tito nomma en poste dans les pays musulmans des diplomates eux-mêmes musulmans, le plus souvent bosniaques, considérés comme les plus évolués parmi les Musulmans. Parmi eux, on remarque la présence du propre fils d'un ancien *raïs-al-ulema* de Sarajevo.

C'est l'Ambassadeur de France à Belgrade Broustra qui en conclut lui-même dans une note de novembre 1958 à propos de l'aide de la Yougoslavie aux rebelles algériens :

C'est en Asie et en Afrique, auprès de ces nations qui, comme ce pays, se tiennent à mi-chemin entre l'Est et l'Ouest, que le gouvernement de Belgrade a remporté ses seuls succès.

---

<sup>4</sup> D. Ćosić, *Un homme dans son époque* (Lausanne : L'Age d'Homme, 1991), 90 (traduit du serbo-croate).

*L'intervention de la Yougoslavie dans le conflit franco-algérien*

L'attitude surprenante pour un observateur occidental du régime communiste yougoslave à l'égard du Tiers Monde, et plus particulièrement envers la France à propos de sa politique algérienne, conséquence de cette politique, nécessite à notre avis un bref regard sur la situation politique intérieure en Yougoslavie, sans laquelle on ne peut comprendre les motivations profondes de cette attitude : sentant sa base populaire se rétrécir (on estimait à 230.000 le nombre de prisonniers politiques en 1956),<sup>5</sup> et désirant l'élargir grâce au soutien des Musulmans yougoslaves, en rapide expansion démographique, 1.900.000 personnes en 1961, 3.000.000 en 1981, le Maréchal n'hésita pas à se donner une image pro-arabe, en fournissant du matériel et des armes à un mouvement insurrectionnel, au risque de rompre ses relations avec une puissance occidentale traditionnellement amie et qui l'avait militairement et financièrement largement aidé après la rupture avec Moscou en 1948 (6,6 milliards de francs d'aide militaire directe, sans compter l'aide économique).<sup>6</sup>

Des liens particulièrement étroits, et peu connus des contemporains, unirent la Yougoslavie titiste au Front de Libération Nationale Algérienne dans ce qui constituait alors les trois départements français d'Algérie, du 1<sup>er</sup> novembre 1954, date de l'insurrection (« la Toussaint sanglante ») à l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962, soit pendant sept ans et demi.

Ces liens s'expliquaient par le souvenir de la Résistance toujours vivace en Yougoslavie, les dirigeants de ce pays établissant une analogie entre la lutte des Partisans contre l'occupant allemand et italien et le combat des rebelles algériens contre le « colonisateur » français, analogie jugée fallacieuse par la diplomatie française, puisque l'Algérie était alors constituée de trois départements français, avec leurs représentants élus à l'Assemblée Nationale, et n'était donc pas une « colonie » sur le strict plan juridique (à la différence de l'A.O.F. et de l'A.E.F. en Afrique Noire par exemple).

D'autre part, la Yougoslavie titiste constituait une puissance musulmane réelle avec deux millions de musulmans (au début des années soixante), ce qui facilitait la compréhension, dans tous les sens du mot, avec les « frères » algériens, puisque, rappelons-le, la langue arabe est la langue du Coran, dont les « sourates » sont lues et commentées dans les mosquées. On

---

<sup>5</sup> Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (C.A.R.A.N.), Archives de la Présidence de la République, dossier 4 AG 106, note du 7 mai 1956, à propos de la position hostile à la France de la Yougoslavie à l'O.N.U. : « ne pas oublier que 230.000 prisonniers politiques serbes, croates et slovènes pourrissent dans les camps de concentration et prisons du régime ».

<sup>6</sup> M.A.E., Série Europe 1949-1955, Sous-série Yougoslavie, carton 89, note n° 149 du 11 avril 1951, et carton 90, Tableau récapitulatif dans note n° 165 du 26 janvier 1954.

peut donc présumer que les musulmans yougoslaves comprenaient au moins quelques mots d'arabe, quoi qu'il s'agît de l'arabe littéraire, assez différent du dialecte parlé par les musulmans algériens. Sur le plan de l'écriture, il convient de rappeler qu'outre l'arabe, le turc et le persan, le serbo-croate écrit en caractères arabes, le fameux *alhamijado*, était un mode d'expression littéraire répandu chez les Musulmans de l'espace yougoslave tout au long de la période ottomane, pendant quatre siècles (1463-1878).<sup>7</sup>

Un autre point commun, moins connu, entre les communistes yougoslaves et les insurgés algériens, était leur attachement à la doctrine de l'autogestion ouvrière inventée par le socialiste serbe Svetozar Marković, dans le sillage des théoriciens français « utopistes » Saint-Simon et Proudhon. Après l'indépendance de 1962, la première Constitution algérienne reprendra des articles entiers de la Constitution yougoslave (traduits en français, sans en changer un mot), l'autogestion constituant le principe de base de la nouvelle économie socialiste algérienne. A cette fin, des juristes yougoslaves furent invités en Algérie pour la rédaction de la nouvelle Constitution.<sup>8</sup>

Ces liens particuliers expliquent l'étendue de l'aide yougoslave à ceux qu'on appelait en France les « rebelles » algériens, aide qui a profondément choqué l'opinion publique française à l'époque, venant d'un pays européen (et en majorité chrétien) : la Yougoslavie fut, avec l'U.R.S.S. et tout le bloc communiste, un des principaux soutiens du F.L.N. à l'O.N.U., et alla même jusqu'à envoyer du ravitaillement et des armes aux insurgés algériens.

En 1957, la Yougoslavie expédiait, selon le Ministère des Affaires étrangères, en moyenne cinq cargos par semaine au Maroc, pour ravitailler l'Armée nationale de Libération Algérienne en formation dans ce pays à Oujda, à proximité de la frontière algérienne occidentale. C'est ainsi qu'éclata « l'affaire *Slovenja* » : en juin 1958, la Marine Nationale française arraisonnait en haute mer un cargo battant pavillon yougoslave et transportant des armes destinées au F.L.N., parti de Rijeka à destination de Casablanca, et le détournait sur Oran. L'affaire fit grand bruit sur le plan international, la saisie ayant eu lieu en dehors de la limite des eaux territoriales, donc en violation du droit maritime international ; néanmoins, la diplomatie française estimait que « les Yougoslaves n'avaient pas de raison juridique de demander la restitution des armes », ce que d'ailleurs ils se gardèrent bien de réclamer.

<sup>7</sup> A. Popović, « La littérature ottomane des Musulmans yougoslaves, essai de bibliographie raisonnée », *Journal Asiatique* CCLIX/3-4 (1971), 309-316.

<sup>8</sup> Témoignage de N. Strugar, auteur du *Dictionnaire juridique serbo-français. Politique-Droit-Economie* (Belgrade : Biro 59, 1999), à l'auteur en date du 05/09/1996 à Belgrade.

Le ministre Louis Joxe proposa, en guise de punition, de ne rembourser aux Yougoslaves que le coût du détournement.<sup>9</sup>

La réception officielle par le maréchal Tito du président du « Gouvernement Provisoire de la République Algérienne » (G.P.R.A.) Ferhat Abbas en avril 1959, provoqua une véritable crise diplomatique, le chef de l'Etat yougoslave ayant publié à l'issue de cette visite un communiqué dans lequel il laissait entendre que le G.P.R.A. était le véritable représentant du peuple algérien : *Un pays européen, un pays sérieux, s'est levé pour dire non au colonialisme !*

Le Ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, déclarait que « la France était choquée ». L'accueil officiel réservé au « chef des rebelles algériens » était selon lui « inadmissible : c'est comme si le général de Gaulle avait accueilli des chefs croates en exil en France », fine allusion à sa parfaite connaissance de la question nationale en Yougoslavie. L'Ambassadeur de France à Belgrade était chargé d'expliquer au ministre des Affaires étrangères Koča Popović<sup>10</sup> que « la reconnaissance du G.P.R.A. serait considérée comme une immixtion grave dans les affaires intérieures françaises », et la menace d'une rupture des relations diplomatiques entre la France et la Yougoslavie était « brandie ». Une note interne reconnaissait au demeurant avec honnêteté qu'il s'agissait « d'un échec sérieux pour le Quai d'Orsay ».<sup>11</sup>

En conséquence, les ambassadeurs des deux pays furent rappelés le 11 avril 1959, mais les deux consulats de Zagreb (Croatie) et Skopje (Macédoine) furent maintenus pour des raisons administratives (délivrance de visas aux ressortissants yougoslaves, notamment). Il faut croire que ces menaces diplomatiques furent suivies d'effet, puisque le gouvernement yougoslave renonça provisoirement à son projet de reconnaissance officielle du G.P.R.A.

<sup>9</sup> C.A.R.A.N., Fonds 5 AG 1, Archives des services de la Présidence de la République 1958-1969, carton 5 AG 1/5, note du 28 juin 1958.

<sup>10</sup> Koča Popović, né en 1908 dans une riche famille de la bourgeoisie serbe (banquiers) ; étudiant à Belgrade puis à Paris, à la Faculté de Droit et à l'École des Beaux-Arts, fait partie du cercle des poètes surréalistes (André Breton etc.) ; volontaire communiste dans les Brigades Internationales durant la guerre d'Espagne, où il devient colonel ; incarcéré dans un camp de concentration français dans les Pyrénées, il s'en évade en 1939 ; il rejoint les Partisans yougoslaves en 1941, commande la 1<sup>ère</sup> Brigade Proletarienne (général), et devient chef d'état-major de 1947 à 1953 (envoyé aux Etats-Unis en 1951 pour discuter de l'aide militaire) ; en 1954, il devient ministre des Affaires étrangères ; selon l'Ambassade de France à Belgrade, « intelligent, caustique, d'une grande habileté. Parle parfaitement français. Détesté en U.R.S.S. en raison de ses origines et de ses manières « grand-bourgeoises ».

<sup>11</sup> M.A.E., « Relations avec la France », carton 184, note du 20 juin 1959 n° 3103.

En juillet 1959, l'assistance militaire yougoslave, jusque-là tenue secrète (les autorités yougoslaves alléguant qu'il s'agissait d'une aide au Maroc ou à la Tunisie indépendants), fut prise « en flagrant délit » : la Marine française arraisonna le cargo *Makedonia*, battant pavillon yougoslave, qui contenait pas moins de 10.000 mitrailleuses lourdes et 200 mortiers expédiés au F.L.N.

Après la signature des accords d'Evian, le 18 mars 1962, le Musulman bosniaque Avdo Humo, membre du gouvernement fédéral, allait porter un message du maréchal Tito à Ben Khedda à Tunis félicitant les dirigeants du G.P.R.A. pour « la victoire des maquisards sur la puissante armée française ». Le même jour, Tito adressait un message au général de Gaulle le félicitant pour sa « clairvoyance » ! Bel exemple de duplicité.

Couronnement de cette étroite coopération, en mars 1964, le Président Ahmed Ben Bella, accompagné d'une suite impressionnante de 50 personnes, dont le futur Président de la république Bouteflika, était reçu triomphalement à Belgrade pour une visite de neuf jours. Descendu d'un *Ilyouchine 18* soviétique, l'ancien adjudant-chef de l'armée française, devenu Président de la République algérienne, vêtu curieusement « à la chinoise » d'un costume à col Mao, donnait l'accolade à l'ancien ouvrier métallurgiste Josip Broz, devenu Maréchal Tito, qu'il appelait « son cher frère » (en français, ce qui ne manquait pas de surprendre la presse locale, peu au fait de la francophonie).

Après de multiples cérémonies dans la capitale yougoslave, le président algérien et sa nombreuse suite effectuaient une vaste tournée dans la Bosnie-Herzégovine alors peuplée de près d'un million et demi de Musulmans, où Ben Bella déclarait « se sentir chez lui à Sarajevo, comme à Tlemcen » (sa ville natale). L'Ambassade de France à Belgrade relevait qu'il attirait, selon elle, plus de foules yougoslaves que le tout-puissant Président de l'U.R.S.S. Nikita Khrouchtchev en 1955 et 1963, sauf à Zagreb la catholique, où l'accueil était considéré par l'Ambassade comme « mitigé ».

Ben Bella était enfin reçu dans la résidence d'été de Tito à Brioni (ancienne villégiature de luxe de l'industriel autrichien P. Kupelwieser), où il rencontrait toute l'élite du Parti communiste yougoslave. Bien que très reconnaissant envers la Yougoslavie « premier pays d'Europe à l'assister aux heures difficiles », Ahmed Ben Bella n'avait nullement une attitude obséquieuse, et gardait sa dignité, comparant l'Algérie « aux 1.500.000 martyrs, aux 500.000 veuves et aux 135.000 orphelins, à la Yougoslavie « aux 1.800.000 victimes de la Guerre de Libération » — ce qui revenait à mettre l'Algérie au même niveau que la Yougoslavie dans sa lutte pour l'indépendance.<sup>12</sup>

<sup>12</sup> M.A.E., Sous-série Yougoslavie, note n° 205/211 du 7 mars 1964.



Ceci provoqua quelques remous dans l'assistance yougoslave, intimement persuadée que son combat contre l'Axe constituait un exploit inégalable.

L'année suivante, en 1965, le maréchal Tito rendait la politesse au président algérien par une visite en Algérie sur le yacht *Galeb*, pendant une semaine (15–22 avril). A cette occasion, il affichait sa satisfaction « de voir réalisée l'autogestion des producteurs » en Algérie sur le modèle yougoslave.

Pourtant, après l'échec du « 2<sup>ème</sup> Bandoeng » (Conférence afro-asiatique d'Alger en décembre 1965), la politique de non-alignement devint l'objet de critiques de plus en plus vives de la part de nombreux observateurs. Dans une brillante note de synthèse du 30 mai 1966, le 1<sup>er</sup> Conseiller auprès de l'Ambassade de France à Belgrade, Amanrich, la jugeait « inefficace, dépassée et inutile » :

- *inefficace*, car elle n'avait pas réussi à résoudre les conflits du Vietnam et d'Afrique (Angola, etc.), bien qu'il s'agisse de pays du Tiers Monde ;

- *dépassée*, car les pays dits « non-alignés », tels Cuba, l'Égypte et les pays d'Amérique Latine avaient de plus en plus tendance à se rattacher directement ou indirectement à l'un ou l'autre bloc. Ainsi, la date de la future Conférence des pays non-alignés avait été retardée d'un an, car tous les pays d'Amérique Latine avaient déclaré que, si Cuba était invité, aucun d'entre eux ne viendrait (Tito avait naïvement lancé des invitations à tout le monde, y compris la Roumanie, ce qui avait provoqué la colère de l'U.R.S.S. !).

- *inutile*, car elle n'avait jamais réglé une seule crise dans le monde.<sup>13</sup>

Pourtant, ceci ne décourageait pas le Maréchal Tito, qui multipliait en 1966 les contacts avec l'Égypte (rencontre Tito-Nasser du 24 juin 1966 à Alexandrie), la Libye, le Yémen, le Koweït et l'Iran. L'étroitesse des liens militaires entre la Yougoslavie et l'Égypte peut être mesurée au fait qu'une délégation militaire yougoslave, dirigée par son chef d'état-major, accompagnait Tito et rencontrait son homologue égyptienne. En retour, une délégation militaire égyptienne, dirigée par Abdel Kader Hatem, vice-président du gouvernement de la République Arabe Unie, et le général Mohamed Fawzi, chef d'état-major, venait à Belgrade du 2 au 6 septembre 1966.<sup>14</sup>

Au Moyen-Orient, la politique pro-arabe de Tito se renforçait d'année en année. Durant la guerre dite « des Six Jours » en 1967, la Yougoslavie servit de véritable porte-avions à l'U.R.S.S., un pont aérien de 240

<sup>13</sup> M.A.E., Série Europe 1966–1970, Sous-série Yougoslavie, carton 2707 « Politique extérieure : Conférence des non-alignés », réf. 37.23.1, note Amanrich n° 654/EU/ du 30 mai 1966.

<sup>14</sup> M.A.E., d°, boîte 2714, note n° 1133/EU du 30 octobre 1966.

avions soviétiques approvisionnant l'Égypte avec escale pour le ravitaillement sur les aéroports de Sarajevo et Niš, tandis que trois sous-marins et un escorteur de la flotte soviétique trouvaient asile dans les ports yougoslaves de Herzeg-Novi au Monténégro et Split en Croatie.<sup>15</sup>

L'assistance de la Yougoslavie aux pays arabes « victimes de l'agression israélienne » se monta à 30.000 tonnes de maïs, 10.000 tonnes de sucre, et 500.000 paires de chaussures. Les exportations vers les pays arabes représentaient alors 5 % du total des exportations yougoslaves.

Après l'envoi du fidèle Koča Popović en Égypte, en août 1967, le maréchal Tito entreprenait une tournée d'une semaine dans les pays arabes, comportant des entretiens avec le colonel Nasser au Caire et des escales à Damas et à Bagdad, en vue de l'établissement d'un plan de paix au Moyen-Orient.

Le Pandit Nehru et le Président Soekarno étant disparus (l'un mort en 1964, et l'autre renversé par un coup d'état en 1965), et le colonel Nasser rencontrant de sérieuses difficultés internes, Tito se considérait désormais comme le leader mondial des pays non-alignés, ainsi que le notait Geoffroy de Courcel, ambassadeur de France en Grande-Bretagne. En janvier 1968, Tito se lançait dans un vaste périple afro-asiatique de trois semaines, englobant des pays aussi divers que l'Afghanistan du roi Mohamed Zaher Shah, le Pakistan du général Yahya Khan, le Cambodge neutre du Prince Norodom Sihanouk, l'Inde d'Indira Gandhi, l'Éthiopie de l'Empereur Haïlé Sélassié Ier, et enfin l'Égypte du colonel Nasser, qu'il rencontrait pour la dix-huitième fois.

Les espérances du chef de l'État yougoslave n'étaient pas déçues, puisque Phnom-Penh lui réservait un accueil triomphal, le plus grandiose, selon l'Ambassade de France à Belgrade, des 70 voyages à l'étranger qu'il avait effectués depuis 1944.<sup>16</sup>

En novembre 1969, Tito, alors âgé de 77 ans (mais qui devait vivre encore onze années), se rendait à nouveau en Algérie pour une semaine, sur sa route vers Khartoum et Bangui. Il y était très bien accueilli par les autorités officielles, mais ses rapports avec Houari Boumedienne, selon l'Ambassade de France, étaient plus « distants » que ceux quasi-filiaux qu'il avait eus autrefois avec Ahmed Ben Bella.<sup>17</sup>

---

<sup>15</sup> M.A.E., d°, boîte 2707, note n° 740-741 du 24 juin 1967.

<sup>16</sup> M.A.E., d°, réf. 37.23.14, note n° 93/EU du 18 janvier 1968.

<sup>17</sup> M.A.E., d°, réf. 37.23.1, note du 22 novembre 1969.

*Le général de Gaulle refuse par principe de recevoir Tito*

Ces positions farouchement anticolonialistes et ouvertement anti-français-  
es du chef de l'Etat yougoslave n'expliquent qu'en partie l'attitude plus que  
distante du général de Gaulle à son égard tout au long de sa présence à la  
tête de l'Etat français. Alors que le Président du Conseil Guy Mollet avait  
accueilli le maréchal Tito à Paris en 1956 (et que la France jetait les bases  
d'une coopération nucléaire avec la Yougoslavie), il est significatif de relever  
que le général de Gaulle n'accepta jamais durant ses onze années de pouvoir  
sous la V<sup>ème</sup> République de recevoir le chef de l'Etat yougoslave, malgré les  
demandes réitérées et pressantes de celui-ci. La brouille entre la France et la  
Yougoslavie, déclenchée par l'affaire algérienne, était profonde.

Ce n'était pas l'unique raison, car, ainsi que nous l'a affirmé le Con-  
seiller d'Etat Michel Massenet, chargé de transmettre le message au  
maréchal Tito, le général de Gaulle ne pouvait pas lui pardonner d'avoir  
refusé sa grâce à son homologue, le général Draža Mihailović condamné à  
mort en 1946.<sup>18</sup>

Cette interprétation nous a été personnellement confirmée par le  
propre fils du général de Gaulle, l'Amiral Philippe de Gaulle, qui précise à  
ce sujet :

Mes *Mémoires accessoires* (Plon) mentionnent le général  
Mihailovitch. Mon père le connaissait probablement de vue mais pas  
personnellement.<sup>19</sup> En 1934 une rencontre n'aurait guère eu de sens  
que la courtoisie envers un officier allié.

Le général Mihailovitch, dernier commandant de l'armée Serbe,  
était l'autorité légale de la Résistance Yougoslave dont le noyau était  
toujours cette armée. La France Libre à Londres reconnaissait le  
Gouvernement Yougoslave en exil et réciproquement. Les Français  
Libres n'ont pu faire mieux que d'envoyer sur place à Mihailovitch  
un officier de liaison. D'abord soutenu par les Britanniques, il en fut  
ensuite abandonné après que ces derniers aient pourtant sauvé Tito  
de la capture par les Allemands et de l'effondrement.

<sup>18</sup> Entretien du 30 janvier 2003 avec M. le Conseiller d'Etat Michel Massenet, ex-Di-  
recteur de la Population et des Migrations en 1959.

<sup>19</sup> Le lieutenant-colonel Draža Mihailović, parlant couramment le français, fut envoyé  
en 1930 à Paris pour y suivre pendant six mois les cours de l'Ecole de Guerre, où le  
lieutenant-colonel Charles de Gaulle enseignait l'Histoire. Bien que l'on ignore quels  
furent leurs rapports personnels, il est certain qu'ils se connaissaient au moins de vue. A  
noter qu'ils avaient le même âge, à deux ans près (D. Mihailović est né en avril 1893).  
Cf. Jean-Christophe Buisson, *Héros trahi par les Alliés, le général Mihailović (1893-1946)*  
(Paris : Librairie Académique Perrin, 1999), 55-56 (ouvrage couronné par l'Académie  
des Sciences Morales et Politiques).

Le Général de Gaulle, malgré la représentation officielle de la Yougoslavie communiste à Paris, s'est toujours tenu à distance de Tito, d'abord à cause de la liquidation indigne de Mihailovich, mais ensuite en raison de la politique de Tito qui a toujours agi contre la France en aidant directement et constamment nos adversaires en Indochine, sur le canal de Suez, en Algérie et en Afrique d'une manière générale.<sup>20</sup>

Il est significatif qu'à l'occasion de la célébration du 25<sup>ème</sup> anniversaire de la mort du roi Alexandre, le 11 octobre 1959, le général de Gaulle tint à recevoir à l'Élysée le Régent Paul et la Reine Marie de Yougoslavie, veuve du roi Alexandre assassiné à Marseille en 1934, et mère du roi Pierre II, ce qui amena le Ministère des Affaires étrangères yougoslave à exprimer ses « regrets ».<sup>21</sup>

Le général de Gaulle montrait ainsi son attachement au régime légal en Yougoslavie, dont il avait rencontré les représentants à Londres pendant la deuxième guerre mondiale, et son opposition au régime communiste qui avait pris le pouvoir sans élections libres dans ce pays en 1945.

On pourrait ajouter à ces raisons objectives une opposition subjective entre les deux personnages, de formation et de parcours totalement différents : que pouvait-il y avoir de commun (à part l'âge) entre le militaire de carrière, Saint-Cyrien, catholique pratiquant, issu de la bourgeoisie provinciale, monarchiste, viscéralement anticommuniste, et l'ouvrier métallurgiste de naissance obscure, athée, ayant eu au moins trois épouses (une Russe, une Slovène et une Serbe), formé à Moscou à l'École des cadres du Parti de 1935 à 1936, puis agent secret sous d'innombrables pseudonymes,<sup>22</sup> avant de prendre la tête du maquis communiste en septembre 1941 seulement, après l'attaque de l'U.R.S.S. par l'Allemagne en juin 1941 ? La comparaison

<sup>20</sup> Lettre de l'Amiral Philippe de Gaulle, sénateur de Paris, du 12 septembre 2000 à l'auteur, page 1.

<sup>21</sup> C.A.R.A.N., Fonds 5 AG 1, Archives des services de la Présidence de la République en 1958-1969, note du 25 novembre 1959.

<sup>22</sup> Sous les pseudonymes de « Walter » Tito aurait séjourné à Paris en 1936/1937, logeant à l'hôtel des Bernardins au Quartier Latin, et tenant une petite librairie « Horizons » rue de l'Echaudé, près de Saint-Germain-des-Prés, « couverture » qui lui permit d'envoyer 1.500 volontaires yougoslaves engagés dans les Brigades Internationales de la guerre d'Espagne. Cf. Thomas Schreiber, *La Yougoslavie de Tito* (Paris : Presses de la Cité, 1977), 19. Le pseudonyme « Tito » n'apparut qu'en 1941, et les services secrets occidentaux ignorèrent jusqu'en 1944 l'identité véritable de Josip Broz, né le 7 mai 1892 à Kumrovec, de père croate et de mère slovène. Dans la tradition communiste, on rappellera que « Staline » (Josip Vissarionovitch Djougatchvili) et « Trotski » (Lev Davidovitch Bronstein), « Zinoviev », « Kamenev », etc. sont des pseudonymes en russe.

de ces deux destins exceptionnels, révélés tous deux par la Deuxième Guerre mondiale, mériterait un ouvrage complet.

« *Le bout de ficelle, c'est Tito* »

On remarquera d'ailleurs que la critique de Tito par le général de Gaulle allait d'ailleurs beaucoup plus loin que l'aide apportée par le régime titiste au F.L.N. Dans un entretien avec son ministre de l'Information Alain Peyrefitte, c'est l'existence même de la Fédération yougoslave qu'il remettait en question :

Joxe dit que Tito est un héros national. Moi, je veux bien. Encore faudrait-il qu'il y ait une nation yougoslave. Il n'y en a pas. Il n'y a que des bouts de bois qui tiennent ensemble avec une ficelle. Le bout de ficelle, c'est Tito. Quand il ne sera plus là, les bouts de bois se disperseront.<sup>23</sup>

Ce témoignage d'Alain Peyrefitte est confirmé dans un style quelque peu plus châtié par l'Amiral Philippe de Gaulle :

Le Général de Gaulle était pessimiste sur l'avenir d'une Yougoslavie qui en écrasait les peuples sous la dictature de Tito. Or ce régime devait disparaître avec ce dernier et avec la fin du monde communiste que mon père jugeait inévitable.<sup>24</sup>

*Réchauffement des relations franco-yougoslaves sous la présidence de Georges Pompidou (1969-1974)*

Avec l'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou, en 1969, les relations entre le chef de l'Etat français et le maréchal Tito s'améliorèrent légèrement, le contentieux algérien n'étant plus là pour séparer les deux présidents.

Toutefois, en janvier 1970, lors de l'affaire de « vedettes de Cherbourg » (commandées par Israël et disparues de manière suspecte de l'arsenal, en même temps que les officiers de marine israéliens en formation sur le site), la Yougoslavie fut très critique à l'égard du président Pompidou, suspecté d'avoir « couvert » cette disparition pour favoriser Israël, ce qui ne fit pas particulièrement plaisir à ce dernier, qui se voulait fidèle à la tradition gaulliste de strict équilibre entre les deux camps dans le conflit israélo-arabe (on se souvient de la polémique provoquée par la fameuse expression du général de Gaulle « Israël, peuple sûr de lui et dominateur »).

<sup>23</sup> A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle* (Paris : Editions Fayard, 1997), tome II, 209.

<sup>24</sup> Lettre de l'Amiral Philippe de Gaulle du 12 septembre 2000 à l'auteur, p. 2.

Sans être aussi pessimiste que le général de Gaulle sur l'avenir de la Fédération yougoslave, le Premier Ministre du Président Pompidou, Jacques Chaban-Delmas, après un entretien avec le vice-président du gouvernement fédéral Alexandre Grličkov en septembre 1969, se disait « *surpris par les différences régionales en Yougoslavie, qui rendent difficile, voire impossible, l'exercice du pouvoir politique* ». <sup>25</sup>

Le chef de l'Etat yougoslave eut enfin le plaisir d'être invité en France — la première fois depuis quatorze ans (Guy Mollet en 1956) — et rencontra brièvement le président Pompidou le 23 octobre 1970, au retour d'un voyage officiel en Belgique et aux Pays-Bas. Toutefois, le président français refusa de recevoir Tito au château de Rambouillet, comme celui-ci en avait émis le souhait (« pas question d'aller se promener à Rambouillet ! », écrit-il crûment en marge d'une note de Michel Jobert). Il argua habilement du fait qu'il ne s'agissait que d'une simple visite « de passage », et non d'une visite officielle. <sup>26</sup>

Les deux présidents se livrèrent à un vaste tour d'horizon mondial. Tito commença en déclarant qu'il « se réjouissait » de la sortie de la France des structures militaires de l'O.T.A.N., décidée par le général de Gaulle. L'entretien porta ensuite essentiellement sur le Moyen Orient, Tito faisant état de sa rencontre en 1967 avec Nahum Goldmann, président du Congrès Juif Mondial, après la guerre dite des « Six Jours », à propos du projet de création d'une entité palestinienne. Nous avons vu, en effet, que, du fait de ses relations très étroites avec les pays arabes, le maréchal Tito était fréquemment consulté par les différents partenaires dans le conflit du Moyen Orient. Il fit remarquer au président Pompidou qu'une chance unique de paix s'offrait à Israël, car, « dans dix ans, les Arabes seront 140 millions », observa-t-il.

Enfin, il reprocha aux Américains « réactionnaires par nature » selon lui, non seulement leur engagement au Vietnam (fin connaisseur de la guerre de guérilla, il prévoyait déjà qu'ils ne pourraient gagner ce conflit, compte tenu de l'appui de la Chine Populaire au Nord-Vietnam), mais aussi leur aide à son ancien concurrent, le général Draža Mihailović, durant le deuxième conflit mondial. <sup>27</sup> Par contre, à son avis, les Britanniques avaient

<sup>25</sup> C.A.R.A.N., volume 5 AG 2/114, papiers des Conseillers diplomatiques, compte-rendu de l'entretien Chaban-Delmas-Grličkov du 18 septembre 1969.

<sup>26</sup> C.A.R.A.N., volume 5 AG 2-1020, note de Georges Pompidou à Michel Jobert.

<sup>27</sup> L'on sait maintenant que, alors que la Grande-Bretagne avait décidé de cesser tout soutien au général Mihailović dès la fin 1943, et de retirer sa mission militaire auprès de son Etat-major, les Etats-Unis adoptèrent une politique plus équilibrée, maintenant leurs missions jusqu'en décembre 1944, avec les colonels Walter Mansfield, Albert Seitz, et Mc Dowell. Lors de l'écrasement de la résistance royaliste par les partisans titistes, en

fait le bon choix en l'aidant lui Tito (« les Américains jouent toujours la mauvaise carte ! », ironisa-t-il).<sup>28</sup>

Tito fit part de son amertume devant la constatation qu'aucun chef d'Etat français n'ait trouvé le temps de se rendre en Yougoslavie depuis vingt-cinq ans (1945), et il invita formellement le président Pompidou à venir dans son pays en 1973. Mais la maladie fatale qui emporta ce dernier empêcha la réalisation de ce projet, au demeurant assez flou, si l'on en croit les conseillers du président français.

\* \* \*

En conclusion, on peut dire que l'objectif grandiose de la politique extérieure du maréchal Tito avait bien été saisi par le théoricien du régime, le Slovène Edvard Kardelj, qui déclarait en 1974 : « *la Yougoslavie n'est plus une puissance balkanique, dépendant des grandes puissances économiques et politiques, sa politique de non-alignement la met en rapport avec le Tiers-Monde* ».

Il nous apparaît que cette constatation contient en elle-même sa propre condamnation : en faisant fi de la géopolitique, qui place la Yougoslavie au cœur des Balkans, magnifiquement desservie à la fois par la Mer Adriatique et la grande voie danubienne, le maréchal Tito a pris un grand risque, le rôle qu'il s'est lui-même attribué à la tête des pays non-alignés n'ayant pas rencontré le succès espéré, en raison du contexte international, dont il avait apparemment sous-estimé les contraintes. Certains économistes pensent même que les dépenses somptuaires occasionnées par cette politique mondiale disproportionnée par rapport aux ressources nationales (aide militaire gratuite à de nombreux pays dans le cadre de la lutte anticolonialiste, construction de chemins de fer en Afrique etc.) ont été une des causes de la

---

novembre 1944, le colonel de réserve Mc Dowell (professeur d'Histoire à l'Université, spécialiste des Balkans) offrit même au général Mihailović de rejoindre la côte italienne et de se réfugier aux États-Unis, où « un traitement digne de son rang lui serait réservé ». Le général refusa avec fierté, « ne voulant pas quitter le sol de sa patrie ». Toutefois, 7.000 de ses partisans auraient réussi à gagner l'Occident. On a pu constater, lors de son procès en 1946, que le général Mihailović jouissait d'une grande popularité aux États-Unis, où une pétition fut lancée demandant sa grâce. Cf. sur ce sujet complexe : A. Seitz (colonel) : Seitz to O.S.S. Headquarters, 25/10/1943, entry 144, box 97, file 1019, RG 226, National Archives Washington (NAW), et 05/05/1944, roll 132, microfilm 1642, RG 226, NAW ; V. Pavlović, *The presumed indifference : The O.S.S. in Yugoslavia 1943-1944* (Belgrade : Center for Serbian Studies, 1997), 32-52 ; et surtout le meilleur ouvrage en la matière : W. Roberts, *Tito, Mihailovic and the Allies 1941-1945* (Dunham, NJ : Rutgers University Press, 1973), 277-294.

<sup>28</sup> C.A.R.A.N., volume 5 AG 2/114, d°, compte-rendu de l'entretien Tito-Pompidou du 23 octobre 1970.

crise financière qui a mené à l'éclatement du pays dix ans seulement après la disparition du dictateur.

Sur le plan particulier des relations franco-yougoslaves, on peut regretter que les excellentes relations amicales entre la France et la Serbie durant la Première Guerre mondiale, puis avec la 1<sup>ère</sup> Yougoslavie royale entre les deux guerres (au sein de la « *Petite Entente* » notamment), n'aient pas été maintenues durant le long règne (35 ans) quasi-absolu du maréchal Tito, au profit d'alliances hasardeuses et changeantes avec des pays divers répartis sur trois continents.

UDC 94:327](497.1:44)"1955/1974"  
327.55(497.1):327.2(44)

### Bibliographie et sources

Buisson, Jean-Christophe. *Héros trahi par les Alliés, le général Mihailović (1893-1946)*. Paris : Librairie Académique Perrin, 1999.

Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (C.A.R.A.N.), Archives de la Présidence de la République, dossier 4 AG 106 ; Fonds 5 AG 1, Archives des services de la Présidence de la République 1958-1969 ; Volume 5 AG 2/114, papiers des Conseillers diplomatiques ; Volume 5 AG 2-1020.

Ćosić, Dobrica. *Un homme dans son époque*. Lausanne : L'Age d'Homme, 1991.

Lory, Bernard. *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*. Ellipses, 1996.

Ministère des Affaires Étrangères (M.A.E.), Série Europe 1949-1955, Sous-série Yougoslavie ; Série Europe 1956-1960, Sous-série Yougoslavie ; Série Europe 1966-1970, Sous-série Yougoslavie.

Pavlović, Vojislav. *The presumed indifference : The O.S.S. in Yugoslavia 1943-1944*. Belgrade : Center for Serbian Studies, 1997.

Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*. Tome II. Paris : Editions Fayard, 1997.

Popović, Alexandre. « La littérature ottomane des Musulmans yougoslaves, essai de bibliographie raisonnée ». *Journal Asiatique* CCLIX/3-4 (1971), 309-316.

Roberts, Walter R. *Tito, Mihailovic and the Allies 1941-1945*. Dunham, NJ : Rutgers University Press, 1973.

Schreiber, Thomas. *La Yougoslavie de Tito*. Paris : Presses de la Cité, 1977.

Taylor, A. J. P. *The Habsburg Monarchy, 1809-1918*. New York : Harper Torchbooks, 1948.



